

►► pour sortir de sa léthargie. Outre les infrastructures lourdes, elle lui apportera plus de 2 000 emplois. La population des trois communes où sera implantée l'usine doublera en quelques années. Une véritable révolution, dans une zone à 80 % mélanésienne et rurale où l'habitat en tribu est jusqu'à présent la norme.

Ce samedi, une quarantaine de personnes sont venues à la maison communale pour découvrir le projet. Il y a le président du conseil des anciens, le maire, le grand chef du district. Après le traditionnel geste coutumier – échange symbolique d'étoffes, de tabac et de billets –, les ingénieurs kanak et canadiens qui travaillent sur le projet s'expliquent devant un public silencieux et attentif. Les jeunes lèvent la tête quand on parle de formation, les vieux, lorsqu'on évoque les terres qui seront inondées, les femmes, quand on leur promet un emploi. Martin, le responsable de l'environnement, suscite des murmures d'approbation lorsqu'il assure que « l'on n'est pas venu faire ici ce qu'on n'a pas le droit de faire chez nous ».

100 millions de dollars en promo

Pour rassurer, pour éviter toute contestation ultérieure que ne manquerait pas de déclencher l'inondation d'une butte ou d'un cimetière sacrés, Michel Rioux organise une visite sur le lieu du futur barrage, à une quarantaine de kilomètres de là. L'émotion est palpable. Les anciens scrutent chaque flanc de colline, chaque creux de la rivière. Les Canadiens répondent à toutes les questions.

Lorsqu'ils repartent pour Nouméa, il est déjà 15 heures. Aucun d'entre eux n'a de certitude sur la réalisation du projet, mais tous y croient. Falconbridge n'aura en tout cas pas lésiné sur les moyens. D'ici la fin de l'année, il aura déjà dépensé plus de 100 millions de dollars rien qu'en études de faisabilité et de promotion.

Anne Pitoiset, à Nouméa